

**Association des historiens
contemporanéistes de l'enseignement
supérieur et de la recherche**

Bulletin d'information n° 36

Octobre 2008

Sommaire

- Composition du bureau
- Le mot du président

Séance « professionnelle » 20 octobre 2007

- Ecrire un manuel d'histoire franco-allemand (G. Le Quintrec)
- Les difficultés d'une écriture européenne de l'histoire (M. Sutton)

Composition du Bureau de l'Association

(depuis l'Assemblée générale du 20 octobre 2007)

BANTIGNY Ludivine (Rouen),
BOURILLON Florence (Paris XII),
BOZO Frédéric (Paris III),
CUCHET Guillaume (Lille III),
DARD Olivier (Paris X), Responsable de l'Agenda du site,
DAUPHIN Noëlle (Orléans), Secrétaire générale
DELMAS Bruno (Ecole des Chartes), Responsable des archives
DU REAU Elisabeth, Présidente honoraire,
EL GAMMAL Jean (Nancy III), Vice-Président,
ENCREVE André, Président honoraire,
FORCADE Olivier (Paris IV),
FUREIX Emmanuel, (Paris XII), Trésorier, efureix@aol.com
GRONDEUX Jérôme (Paris IV),
GUILLAUME Pierre, Président honoraire,
LESCURE Jean-Claude (Grenoble),
LEYMARIE Michel (Lille III),
LUC Jean-Noël (Paris IV), Président, jnoel.luc@gmail.com
MANIGAND Christine (Poitiers), Vice-Présidente,
PIKETTY Guillaume (IEP de Paris),
SALY Frédéric (Paris I), Responsable du bulletin,
SIRINELLI Jean-François (IEP Paris), Président honoraire,
VIVIER Nadine (Le Mans),
YON Jean-Claude (Versailles-St-Quentin),

Cher(e)s collègues et ami(e)s

Notre prochaine assemblée générale, qui se tiendra à la Sorbonne le **samedi matin 18 octobre 2008**, sera consacrée aux thèmes suivants :

* Partie professionnelle: *Formation et recrutement des enseignants du second degré : quel avenir ?*

* Partie scientifique : *Féminin/masculin, l'histoire du genre : l'état de la question* (table ronde avec Christine Bard (professeur à l'Université d'Angers), Anne-Marie Sohn (professeur à l'ENS Lettres-Sciences humaines) et Florence Tamagne (maître de conférences à l'Université Lille III)

En ce qui concerne la vie de l'association, nos priorités ont porté, depuis la dernière assemblée générale, sur :

* la communication interne, avec des messages à tous les adhérents sur des points d'actualité, du CNU aux réformes ;

* la communication externe, avec une analyse du site, un repérage de ses faiblesses et un changement, récent, de webmaster pour nous permettre d'être plus opérationnels.

Nos prochains objectifs sont l'amélioration du site et une campagne d'adhésion par lettre personnelle déposée, grâce à un réseau d'intermédiaires, dans les casiers des contemporanéistes des universités, des autres établissements d'enseignement supérieur et des laboratoires de recherche.

L'activité extérieure du bureau de l'Association a essentiellement porté sur la question de la LRU, puis sur celle des concours et de la « masterisation » de la formation des maîtres. Nous avons déjà été reçus deux fois par le cabinet du ministre de l'Éducation nationale, nous avons participé aux réunions de l'APHG et nous nous rapprochons de l'inspection générale. Nous restons vigilants, en relation avec les trois autres associations et nous essayons, comme vous tous, d'y voir clair à travers les vraies informations, les rumeurs et les ballons d'essai.

Avec mes salutations les plus cordiales.

Le 21 septembre 2008
Jean-Noël Luc

Écrire un manuel d'histoire franco-allemand

G. Le QUINTREC

Depuis la rentrée scolaire 2006, les lycéens de Terminale, en France et en Allemagne, peuvent disposer d'un manuel d'histoire exactement identique, publié en français par Nathan et en allemand par Klett. C'est une première : jamais un manuel de l'enseignement secondaire, fondé sur un programme commun à deux pays et directement utilisable par les élèves et les professeurs, n'avait jusqu'ici vu le jour. Comment une telle aventure a-t-elle été possible? C'est ce que je voudrais expliquer, en apportant l'éclairage de l'un des rédacteurs de l'ouvrage. Après avoir rappelé le rôle important que jouent toujours les manuels d'histoire dans le monde d'aujourd'hui, on évoquera la genèse du manuel franco-allemand, puis les difficultés rencontrées par l'équipe éditoriale.

Les manuels d'histoire, un enjeu politique

- Les manuels d'histoire ont joué, et jouent encore, un rôle important dans la construction des identités nationales. Car la nation est toujours une construction, fondée sur un discours des origines, discours qui est normalement tenu par les historiens. Les problèmes commencent quand l'histoire est confondue avec les mémoires et quand l'histoire nationale devient histoire nationaliste.

Dans le journal *Libération* d'hier, un numéro spécial écrit par des historiens, Nicolas Offenstadt, dénonçant l'instrumentalisation de Guy Môquet et cette confusion entre histoire et mémoire, écrit : "A l'heure de la rédaction d'un manuel d'histoire franco-allemand, alors que chercheurs et enseignants multiplient initiatives et réflexions pour bâtir une école plus ouverte aux histoires plurielles, ce retour au volontarisme patriotique détonne".

- Un peu partout, les historiens tentent de s'affranchir de l'histoire-mémoire et de développer une histoire plurielle. Je citerai juste quelques exemples :

- Pour réagir contre certains manuels japonais qui passent sous silence les exactions de l'impérialisme nippon, un manuel "CJK" ("*China, Japan, Korea*") a été publié en 2005. Il s'agit d'un manuel "alternatif", conçu par des historiens des trois pays, centré sur les conflits récents qui les ont opposés (et publié dans trois versions non strictement identiques semble-t-il).

- A l'initiative de l'organisation non-gouvernementale PRIME (*Peace Research Institute in the Middle East*), six professeurs de lycée israéliens et six professeurs de lycée palestiniens ont publié en 2003 un manuel présentant le Proche-Orient de 1917 à 1987, traduit en hébreu et en arabe. Ce livre ne propose pas une histoire écrite en commun, mais juxtapose deux versions de l'histoire, présentée en deux colonnes ("Israéliens" et "Palestiniens"). Une traduction française (*Histoire de l'autre*) a été publiée en 2004 par l'éditeur Liana Lévi (4).

- Le *Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe*, installé à Thessalonique, a mis en œuvre depuis 1997 le "*joint history project*". Il s'agit de faire travailler ensemble des historiens des onze pays balkaniques sur les sujets les plus douloureux. Quatre volumes ont déjà été publiés, consacrés à l'Empire ottoman, à la naissance des nations et des Etats, aux guerres balkaniques et à la Seconde Guerre mondiale.

- En Bosnie-Herzégovine, les historiens issus des trois communautés (serbe, croate et "musulmane") essaient de concevoir un manuel d'histoire commun, avec l'aide de l'OSCE.

- Le Conseil de l'Europe a mené de 1998 à 2001 un grand projet "Enseigner et apprendre l'histoire de l'Europe du XXe siècle", pour développer dans l'enseignement secondaire une histoire affranchie des stéréotypes nationaux...

La genèse du manuel franco-allemand

- Le manuel franco-allemand n'est donc pas une initiative isolée, mais c'est le projet le plus abouti. C'est un projet récent, mais qui s'inscrit dans le temps long des relations culturelles franco-allemandes.

- L'idée remonte au tout début des années trente, à une époque où la crise menaçait de faire disparaître l'idéal de sécurité collective qu'avaient incarné Briand et Stresemann dans les années 1920. Elle fut portée par deux hommes : Fritz Kern, un médiéviste enseignant à l'université de Bonn, qui, avec le soutien de l'ambassade d'Allemagne à Paris, entra en contact avec l'écrivain français Jean de Pange. En 1931, ils mirent sur pied un projet de coopération bilatérale dans le domaine des sciences historiques, susceptible de renforcer l'entente européenne. C'est dans ce cadre qu'ils conçurent le projet d'un manuel commun des relations franco-allemandes (*Handbuch der deutsch-französischen Beziehungen*). Ce projet fut présenté l'année suivante, en 1932, lors de la conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire de La Haye, qui réunissait la communauté internationale des historiens. Le manuel devait comporter trois tomes, couvrant l'histoire des relations franco-allemandes de l'époque franque jusqu'aux conséquences de la Première Guerre mondiale. Il s'agissait clairement de détruire l'image de « l'ennemi héréditaire » qui s'était diffusée dans les deux pays depuis la fin du XIXe siècle.

Pour cela, 1°) le projet préconisait d'insister sur les influences culturelles profondes entre les deux pays, et pas seulement sur les relations politiques qui avaient pu être conflictuelles ; 2°) il s'inscrivait déjà dans ce qu'on appelle aujourd'hui la « multiperspective » : chaque chapitre serait rédigé par un binôme d'historiens français et allemand, et, en cas de divergences, chacun aurait à exposer son propre point de vue. Voilà pourquoi Fritz Kern parla de son projet de manuel comme d'un « plan Kellogg de la science ».

Naturellement, au lendemain de l'accession d'Hitler au pouvoir, le projet de manuel franco-allemand fut enterré. Ce qui montre au passage que, quelle que soit la bonne volonté des historiens, leurs efforts restent vains s'ils ne sont pas relayés par une forte volonté politique.

Cette approche devait se révéler fructueuse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les contacts reprirent en effet dès 1948 entre historiens français et allemands, mais aussi d'autres pays. Ils débouchèrent sur les rencontres de Spire, en octobre 1949, qui réunirent une cinquantaine d'historiens français, belges, suisses et allemands, et sur la fondation d'un Institut d'histoire européenne à Mayence. Dès 1949 également, une coopération plus ciblée sur la conception des manuels scolaires fut amorcée, entre l'Association de professeurs d'histoire et de géographie [APHG] et Georg Eckert, un professeur d'histoire de la didactique. Avec le soutien de l'UNESCO, Georg Eckert fonda à Brunswick, en 1951, l'Institut international des manuels scolaires, qui, jusqu'à nos jours, joue un rôle d'expertise essentiel pour

expurger des manuels scolaires tous les éléments susceptibles d'entretenir la haine de l'autre. De premières « recommandations franco-allemandes » sur les manuels scolaires furent proposées en 1951 et le dialogue entre l'APHG et l'Institut Georg Eckert (puisque ce dernier porte aujourd'hui le nom de son fondateur) se poursuivit régulièrement jusqu'à aujourd'hui. Il importe de relever que ces rencontres ne concernaient pas que la France et l'Allemagne : c'est en effet sur le modèle de la coopération franco-allemande que fut créée en 1972 la commission de révision germano-polonaise des manuels scolaires, dans le cadre de l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt.

- Comparé à ces précédents, le manuel d'histoire franco-allemand est une expérience inédite. Jamais deux pays n'avaient jusqu'ici réussi à se mettre d'accord sur un "programme commun", permettant aux élèves de l'enseignement secondaire d'utiliser effectivement le même manuel, publié dans les deux langues. Ce qui l'a rendu possible, c'est la coopération franco-allemande, engagée depuis plus d'un demi-siècle dans le domaine culturel, on l'a vu, et aussi bien sûr sur le terrain politique.

Le 23 janvier 2003, à Berlin, s'est tenu un sommet franco-allemand pour célébrer le 40^e anniversaire du Traité de l'Élysée. A l'occasion de ce sommet fut réuni un Parlement franco-allemand des jeunes, composé de lycéens des deux pays. Parmi les vœux émis par ce Parlement arrivait en tête l'écriture d'un manuel d'histoire commun aux deux pays. A l'origine du manuel se trouvent donc les utilisateurs eux-mêmes, les élèves, ce qui est assez rare pour être souligné ! Ce vœu a ensuite été repris par Jacques Chirac et Gerhard Schröder, qui ont décidé de relever le défi. La proposition a été officiellement approuvée par les deux gouvernements en octobre 2003. Le manuel franco-allemand n'aurait sans doute jamais vu le jour, sans cette volonté politique forte, constamment réaffirmée, qui a balayé toutes les objections qui auraient pu paralyser le projet.

On a alors constitué une commission scientifique franco-allemande, composée de dix experts allemands et dix experts français et chargée d'élaborer un programme et un cahier des charges. Ces experts (historiens, représentants des ministères...) ont donc proposé un programme d'histoire franco-allemand pour les classes de Seconde, Première et Terminale - programme validé le 13 mai 2004. Ce programme est le plus proche possible de ceux qui existent dans les deux pays, pour permettre aux élèves ayant travaillé sur le manuel franco-allemand de Terminale de présenter le bac et l'*Abitur*. Un manuel exactement semblable doit être proposé en Allemagne (en langue allemande) et en France (en langue française).

La structure fédérale de l'Allemagne a d'une certaine façon compliqué la tâche, puisqu'il a fallu trouver un consensus entre les 16 *Länder* sur un programme pour la première fois "national". L'éducation est en effet une compétence du *Land* et il y a en Allemagne autant de programmes que de *Länder*. Au-delà des histoires régionales, les experts ont essayé de constituer une sorte de "socle commun" allemand.

L'harmonisation entre la France et l'Allemagne n'était pas toujours aisée, dans la mesure où l'histoire nationale occupe une place sensiblement plus importante dans les programmes allemands (50%?) que dans les programmes français (30%?).

- Pour la réalisation pratique du manuel, la commission a ensuite lancé une sorte d'appel d'offre aux éditeurs. La seule condition requise était de constituer un tandem

franco-allemand, un couple éditorial. Le tandem sélectionné est celui formé par Nathan et Klett, deux éditeurs ayant une longue expérience du manuel scolaire et prêts à travailler ensemble. Ces deux éditeurs ont dû alors littéralement inventer des procédures de travail, puisque ce genre de projet n'avait jusque-là jamais été expérimenté.

Chaque pays a constitué une équipe de cinq auteurs, dirigé par un directeur de collection (lui-même auteur). Le programme de Terminale, choisi pour la publication du premier manuel, a donc été travaillé par l'équipe, pour aboutir au plan détaillé du livre. Chaque chapitre a ensuite été confié à un binôme d'auteurs : un auteur principal, chargé de rédiger le chapitre ; un "conseiller" (*Berater*), représentant l'autre pays, chargé d'aider et de contrôler l'auteur principal (discussions, relectures, fourniture de documents, etc). On avait ainsi la garantie d'une histoire vraiment écrite à deux.

Aux difficultés traditionnelles de l'écriture d'un manuel dans des délais très courts, se sont ajoutés des problèmes spécifiques à cette aventure : communication entre les auteurs français et allemands, organisations de réunions en Allemagne et en France, traductions, etc. Les auteurs avaient été notamment choisis pour leur connaissance de la langue de l'autre, ce qui a permis d'éviter l'emploi de l'anglais ! Les équipes éditoriales restaient en contact avec les experts, chargé de valider la conformité du manuel avec le cahier des charges, tout en respectant la liberté des auteurs.

- Ce manuel n'est en rien un manuel officiel, puisqu'il est proposé dans chaque pays en complément des manuels "nationaux" et que les enseignants restent totalement libres de leur choix. Cependant, son statut un peu particulier fait qu'il a souvent été perçu comme un manuel officiel, notamment par tous les "groupes mémoriels" avides d'imposer une certaine vision de l'histoire...

- Il ne s'adresse pas seulement aux lycées européens ou aux classes franco-allemandes, car il ne s'agit pas d'un manuel d'histoire franco-allemande, mais bien d'un manuel franco-allemand d'histoire. Il n'est pas question de s'enfermer dans une perspective strictement bi-nationale.

Les difficultés : contenu, méthode, traduction

On peut maintenant évoquer le travail proprement dit des auteurs. Les difficultés n'ont pas surgi là où on les attendait.

- Le premier volume, destiné aux classes de Terminale, retrace l'histoire de l'Europe et du monde depuis 1945. Sur le fond, les Français et les Allemands avaient en gros la même chose à dire - le terrain ayant été préparé par plusieurs décennies de coopération entre les historiens des deux pays, comme on l'a dit. Le chapitre sur les mémoires de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, n'a suscité aucune tension.

Le seul sujet un peu sensible, où des différences d'appréciation se sont affirmées, est celui du rôle des Etats-Unis en Europe et dans le monde. Les auteurs français, marqués d'une façon plus ou moins consciente par une sensibilité "gaulliste", étaient prompts à souligner l'hyperpuissance américaine, les tentations de l'unilatéralisme à Washington ou les dangers de l'impérialisme culturel US. Les Allemands, marqués par une sensibilité "atlantiste", voyaient là un jugement de valeur anti-américain ; ils souhaitaient présenter les Etats-Unis d'abord comme les champions de la démocratie, ayant aidé l'Allemagne à se reconstruire et à lutter contre le communisme. La

perception de celui-ci a pu aussi provoquer quelques débats. Les Allemands, qui ont fait directement l'expérience du système soviétique avec la RDA, n'ont aucune difficulté à condamner sans nuance le communisme. Les Français y sont plus réticents, tout simplement parce que le Parti communiste est profondément inscrit dans l'histoire de la gauche française.

Des discussions serrées, où chaque terme était pesé, ont permis d'aboutir à un texte jugé équilibré. Quand cela n'était pas possible, pour éviter un consensus artificiel, on a préféré exposer les différences de point de vue. C'est une façon de montrer aux élèves que l'histoire consiste à observer la réalité sous tous ses aspects et que les angles de vue peuvent varier. Cette démarche a été adoptée dans certaines leçons et a fait l'objet d'une rubrique intitulée "regards croisés franco-allemands" à la fin de chaque partie.

Cela dit, on peut rappeler que les débats opposent aussi entre eux les historiens français (sur la "culture de guerre" et le "consentement à la guerre" par exemple) ou les historiens allemands (sur l'implication de la Wehrmacht dans les crimes nazis).

- Au final, le manuel franco-allemand apporte une "plus-value" par rapport aux manuels nationaux :

- bien sûr l'histoire de l'autre pays est plus développée qu'elle peut l'être dans un manuel national ; et inversement d'ailleurs, l'histoire de son propre pays est présentée d'une manière plus synthétique que dans un manuel national (c'est particulièrement vrai pour les Allemands, qui sont habitués à étudier d'une manière très détaillée leur propre histoire).

- La question du colonialisme et de la décolonisation, si importante pour comprendre les rapports Nord/Sud aujourd'hui, est peu traitée dans les programmes allemands - évidemment parce que l'expérience coloniale de l'Allemagne a été très brève. Les élèves allemands découvriront ainsi un thème qui leur est peu familier.

- Autre apport pour les Allemands : l'histoire très contemporaine (après 1989-1990), qu'il n'est pas habituel d'envisager dans leurs programmes ("nous n'avons pas le recul nécessaire...", "c'est du journalisme" pensent souvent les Allemands).

- Inversement, l'analyse des démocraties populaires est un peu plus développée que dans les manuels français, parce que l'Allemagne de l'Est a connu ce régime, mais aussi, d'une manière plus générale, parce que l'histoire de l'Europe centrale et orientale est plus présente dans les programmes allemands.

- Le prochain manuel, pour les classes de Première, qui est en cours de rédaction, traite du monde de 1815 à 1945. On y parle notamment de la guerre franco-prussienne de 1870-71, de la Guerre de 1914-1918, du traité de Versailles, de l'occupation de la Ruhr par les Français, du nazisme, de la Seconde Guerre mondiale... Nous trouvons là de belles occasions de sortir du "roman national" et de montrer aux élèves comment les mêmes événements ont pu être vécus d'une manière différente des deux côtés du Rhin.

- Les vrais problèmes étaient donc ailleurs, dans la méthode : des deux côtés du Rhin on enseigne bien la même histoire, mais pas de la même façon. Les deux pays ont en effet une conception très différente de l'enseignement de l'histoire et donc aussi une conception différente des manuels.

- En France, l'enseignement repose encore largement sur un cours magistral, où le professeur dispense des contenus, même s'il travaille aussi avec les élèves sur des

documents. L'élève est très encadré. Le manuel lui propose des leçons très structurées et synthétiques (texte assez court, avec des sous-parties, des passages en caractères gras), déjà problématisées, qui constituent une sorte de résumé de ce que le professeur a dit en cours. Les documents sont très nombreux, notamment les images, et leur analyse est guidée par des questions.

- En Allemagne, les cours sont plus interactifs : les professeurs organisent des débats et des "jeux de rôles", où les élèves doivent argumenter. Les manuels fournissent des leçons beaucoup plus longues, puisque l'information n'est pas vraiment dispensée en cours. Les documents iconographiques sont moins nombreux et souvent de petite taille. Les textes-sources sont beaucoup plus longs ; il peut s'agir de documents secondaires (textes d'historiens), ce qui est très rare dans les manuels français. Les élèves ne sont guère encadrés (par des questions ou par un plan très apparent des leçons), parce que le principe est de leur faire trouver par eux-mêmes les problématiques. L'enseignement allemand est en fait fondé sur le postulat ambitieux de l'autonomie intellectuelle de l'élève.

Ce résumé des différences pédagogiques est évidemment réducteur, d'autant qu'il y a des nuances assez importantes d'un *Land* à l'autre (la Bavière par exemple est assez proche d'un enseignement "à la française"). Mais il est globalement valable. Quand les Allemands découvrent un manuel français, ils ont l'impression de voir un "magazine" ; quand les Français ouvrent un manuel allemand, ils croient retrouver les ouvrages austères en usage chez eux il y a quarante ans !

- Il fallait donc harmoniser deux traditions pédagogiques différentes. Le cahier des charges imposé par les experts fournissait un cadre assez précis, plutôt proche du "modèle" français (leçons courtes, documents nombreux et questionnés). Les Allemands furent donc obligés de se couler dans ce moule très contraignant pour eux. On comprit alors que les spécificités nationales les plus résistantes ne sont pas forcément là où l'on croit. Le plan en deux ou trois parties, fondé sur une argumentation serrée, n'est pas un modèle universel : c'est une habitude très française, appuyée sur une longue tradition rhétorique ! L'exercice de la dissertation, qui nous est si familier, est pratiquement inconnu partout ailleurs ! L'enseignement allemand (mais on pourrait dire aussi britannique ou américain) est fondé sur des exercices différents, du type "essai", "débat" ou "dossier".

On a essayé de surmonter ces différences, en prenant dans chaque tradition pédagogique ce qu'elle a de meilleur. Au final, les Allemands ont apprécié une certaine "rigueur" française et l'accent mis sur les documents iconographiques (les méthodes d'analyse des images sont moins développées outre-Rhin). Les Français, eux, ont apprécié l'accent mis par les Allemands sur les concepts, les débats historiographiques et des formes différentes (plus ludiques?) de questionnement des documents. Ainsi, en conclusion du dossier sur le procès de Nuremberg, l'auteur allemand propose cet exercice : "La ville de Nuremberg souhaite faire poser une plaque sur son Palais de justice et vous charge de sa rédaction. Rédigez un texte qui informe les visiteurs de l'importance de ce lieu et de la portée historique du procès de Nuremberg".

- La dernière difficulté que l'on peut évoquer est celle qui tient à la langue. Les problèmes de traduction révèlent toujours des façons de penser et des conceptions du monde différentes. La notion de "mémoire", très à la mode aujourd'hui en France,

désigne à la fois le souvenir, l'histoire patrimoniale, l'institutionnalisation de la mémoire, etc. Elle est difficile à traduire en allemand, entre *Erinnerung*, *Gedächtnis*, *Erinnerungskultur*, *Gedächtnisgeschichte*... Autre exemple, le chapitre sur l'évolution culturelle depuis 1945, rédigé par un Français : le mot français culture, finalement très englobant, a posé des problèmes aux traducteurs, parce qu'il signifiait tantôt *Kultur* et tantôt *Bildung*... Certaines notions sont presque intraduisibles et doivent être rendues par une périphrase. Le terme *Planwirtschaft* désigne la planification impérative de type soviétique et il n'y a pas de terme en allemand pour la planification indicative de type français. Le mot « *Feindbild* » est intraduisible en français : il désigne la « représentation de l'ennemi », la diabolisation de l'adversaire qui caractérise par exemple la culture de la guerre froide.

- Au final, le principal mérite du manuel franco-allemand est... d'exister ! A la première lecture, ce manuel ne semblera peut-être pas très différent d'un manuel français, sinon qu'une partie entière est consacrée à la France et à l'Allemagne. Mais les élèves, en voyant que ce livre a été conçu en commun par des historiens allemands et français, prendront la mesure du progrès accompli dans l'écriture de l'histoire : comparaison des points de vue, confrontation des regards, mise à distance des clichés, relativisation de certaines habitudes de pensée...
- La sortie du premier volume, en mai 2006 en France et en juillet 2006 en Allemagne, a été très largement médiatisée. Des deux côtés du Rhin, les journaux, les radios et les télévisions, ont salué l'événement. Les journalistes étaient souvent surpris de découvrir que Français et Allemands étaient capables d'écrire en commun l'histoire. Plusieurs manifestations ont déjà été organisées ou sont prévues dans des pays intéressés par le manuel : le Luxembourg, la République tchèque, la Bulgarie, l'Ukraine, la Bosnie-Herzégovine...
- Les réserves qui ont pu être formulées sont assez différentes d'un pays à l'autre. En Allemagne, c'est surtout la formule pédagogique "à la française" qui a pu dérouter les enseignants, habitués à utiliser des manuels très différents. En France, s'est parfois exprimée la crainte d'avoir affaire à un manuel "officiel", présentant une sorte de vulgate pro-européenne - ce qui n'est bien sûr pas le cas.
- Pour l'instant, le manuel franco-allemand d'histoire reste le seul projet effectif. L'idée d'un manuel d'histoire européen, élargi à d'autres pays, exigerait, pour être appliquée, une compatibilité avec les programmes nationaux (c'est précisément cela qui a rendu possible le projet franco-allemand).

20 octobre 2007

Le bureau

Bantigny Ludivine, ludivine.bantigny@free.fr

Bourrillon Florence, bourrillon@univ-paris12.fr

Bozo Frédéric, frederic.bozo@univ-paris3.fr

Cuchet Guillaume, guillaume.cuchet@free.fr

Dard Olivier, Responsable de l'Agenda du site, dard222@aol.com

Dauphin Noëlle, Secrétaire générale, noelle.dauphin@univ-orleans.fr

Delmas Bruno, Responsable des archives, bdelmas@noos.fr

du Réau Elisabeth, Président honoraire, elisabeth.du-reau@univ-paris3.fr

El Gammal Jean, Vice-Président, jgammal@univ-nancy2.fr

Encrevé André, Président honoraire, encreve@wanadoo.fr

Forcade Olivier, forcade.olivier@neuf.fr

Fureix Emmanuel, Trésorier, efureix@aol.com

Grondeux Jérôme, jerome.grondeux@paris4.sorbonne.fr

Guillaume Pierre, Président honoraire, pierre.guillaume@msha.fr

Lescure Jean-Claude, jc.lescure@wanadoo.fr

Leymarie Michel, michelleymarie@club-internet.fr

Luc Jean-Noël, Président, jnoel.luc@gmail.com

Manigand Christine, Vice-Présidente, christine.manigand@wanadoo.fr

Piketty Guillaume, guillaume.piketty@sciences-po.fr

Saly Frédéric, Responsable du bulletin, fsaly@univ-paris1.fr

Sirinelli Jean-François, Président honoraire,

jean-francois.sirinelli@sciences-po.fr

Vivier Nadine, nadine.vivier@univ-lemans.fr

Yon Jean-Claude, jeanclaudeyon@wanadoo.fr

